

LE PRADET (Var)



24 ARR PM PERM 047

**ARRÊTÉ PERMANENT****REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT QUARTIER  
LA BAYETTE**

Nous, **Hervé STASSINOS**, Maire de la commune de Le Pradet, Vice-président de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, Conseiller Régional Provence Alpes Côte d'Azur

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-2, L 2212-5, L 2213-1 à L 2213-6,

**VU** le Code de la Route et notamment ses articles L 130-5 et suivants, R 130-2, L325-1, L325-2 et suivants, R 325-1 et suivants, R 411-26, R 412-28 et R 413-14 et suivants, R 417 -3, R 417-10 et suivants, R 417-11, R 415-6 et suivants

**VU** le Code Pénal et notamment son article R 610-5,

**VU** la convention de fourrière liant la ville de Le Pradet et le garage BOCQUET-DULAC, la décision municipale N°17-DCM-DGS-076 du 26 juin 2017

**VU** la demande effectuée par les services techniques de la ville

**Considérant** qu'il incombe au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police de la circulation, de veiller à assurer la sûreté et la commodité du passage dans les rues, places et voies publiques ;

**ARRETONS**

**Article 1** : Tous les précédents arrêtés réglementant la circulation et le stationnement, quartier de La Bayette sont abrogés et remplacés par ce dernier.

**Article 2** : La sortie du chemin de La Bayette sur L'avenue Ganzin, au Nord/Ouest de la zone artisanale de La bayette, est en sens interdit.

**Article 3** : Un carrefour classé « carrefour à sens giratoire » est situé dans la partie Sud/Est. En conséquence, les conducteurs qui abordent ce carrefour sont tenus de respecter les règles de priorité fixées par le code de la route. Conformément à l'article R 415-10 du Code de la route, tout conducteur abordant ce carrefour est tenu de céder le passage aux usagers circulant sur la chaussée qui ceinture le carrefour à sens giratoire.

**Article 4** : La vitesse de tout véhicule circulant sur le chemin de La Bayette et rue des pivoines est limitée à 30 kilomètres par heure (30Km/h)

**Article 5** : Deux emplacements réservés aux véhicules des personnes handicapées sont situés, rue des Pivoines, face aux « 66 » devant l'entrée « La Bayettes 1 » pour l'un et face au « 86 » pour l'autre. Seuls les véhicules des personnes handicapées munis d'une Carte Européenne pourront y stationner.

**Article 6 :** Deux « STOP » sont mis en place sur la rue des Pivoines, aux intersections des chemins de la Carraire et de La Bayette. Les véhicules devront s’y arrêter et laisser la priorité aux véhicules circulant sur les chemins de la Carraire et de La Bayette.

**Article 7 :** Les règles de circulation définies à l'article R110-2 et R 411-25 du Code de la Route seront applicables à compter de la mise en place de la signalisation.

**Article 8 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9 :** Les services de la Police Municipale et Nationale seront chargés d’assurer le contrôle des mesures qui seront prises.

**Article 10 :** Les Services Techniques ou la Police Municipale seront chargés de la mise en place de la signalisation réglementaire pour permettre l’application du présent arrêté.

**Article 11 :** Le présent arrêté sera publié au registre du Maire et un extrait sera affiché à la police municipale

**Article 12 :** Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur Le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Divisionnaire chef du District de Toulon, la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la notification et l’exécution du présent arrêté.

Le Maire,

CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE
<b>LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS</b> - Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <a href="http://www.telerecours.fr">www.telerecours.fr</a> . - Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire Pour ce dernier recours, l’absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.